

80 propositions pour sauver la FWB

«Les partis francophones doivent profiter de cette crise invraisemblable pour un sursaut politique.» C'est le souhait qu'a émis DéFI hier, en présentant 80 propositions destinées à sauver la Fédération Wallonie-Bruxelles.

80 idées qui forment un texte qui peut servir de base à un accord de gouvernement «bis» pour la Fédération.

Et ce sursaut politique tant attendu, le président de DéFI, Olivier Maingain, a cru le voir surgir hier en fin d'après-midi, alors que le PS, par la voix de Laurette Onkelinx, a estimé nécessaire de revoir le décret-Inscription. Décret lancé il y a plus

de dix ans par... le PS lui-même, lorsque Marie Arena était ministre de l'Enseignement en Communauté française.

Avec ce nouveau ralliement du PS – qui jusqu'ici s'était toujours montré réticent à revoir le décret –, tous les partis susceptibles de rentrer dans une majorité à la Fédération sont aujourd'hui d'accord pour dire que le décret doit être remanié. En profondeur. Même le cdH ne se cabrera pas à cette idée. Car Maingain promet par ailleurs une longue vie au Pacte d'excellence.

À choisir, le cdH ne fera sans doute pas un casus belli du décret-Inscription...

DéFI veut bouleverser le décret-Inscription

Le président de DéFI, Olivier Maingain, dévoile ses cartes pour la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NATHALIE BAMPS

Il a remis ses valises au placard, Olivier Maingain. Finies, les vacances. Chose promise chose due, le président de DéFI a fait parvenir, sur le coup de 17h, ses 80 propositions aux autres présidents de parti francophones afin de sortir de la crise politique dans laquelle la Fédération Wallonie-Bruxelles est embourbée.

Depuis sa maison de vacances en Bourgogne, Olivier Maingain s'était engagé à faire une proposition concrète pour sortir de l'ornière la Fédération Wallonie-Bruxelles, dont le gouvernement – actuellement toujours incarné par le duo PS-cdH – est devenu quasi ingérable.

Le temps presse

À deux semaines de la rentrée scolaire, le temps presse. «On n'a plus le droit de jouer une partie de cache-cache. C'est pourquoi nous avons décidé de rendre publiques nos propositions», a déclaré hier le président de DéFI. Nous avons l'obligation de dépasser cette crise, c'est essentiel. Et pour Olivier Maingain, il faut le faire en ayant une vision à long terme, en pérennisant les politiques menées pour qu'elles soient «stables et définitives», comme le dira à ses côtés la spécialiste Joëlle Maison.

Les propositions de DéFI portent donc sur les institutions et la bonne gouvernance (lire aussi encadré) de la fédération, mais aussi, en grande partie, sur l'enseignement. 80% des compétences gérées par la fédération, 50% des propositions de DéFI, auxquelles le parti ajoute des points portant sur la culture, la petite enfance, le sport...

Un vrai programme de gouvernement. Sauf que... «Le temps restant ne permettra pas de redessiner un programme complet pour une législature, dit Maingain. Nous voulons, avec ces propositions, aller à l'essentiel. Et le programme soumis aux éventuels partenaires n'est pas un texte 'à prendre ou à laisser'. Ce n'est pas tout ou rien, mais il y a des points essentiels.»

Réguler les inscriptions

Et en matière d'enseignement justement, quels sont-ils? D'abord, DéFI veut revoir de fond en comble le décret-Inscription. «Il faut le balayer, et rebâtir quelque chose d'autre à la place, dit Joëlle Maison. Pas question de laisser les parents dans un vide chaotique, avec le retour des files devant les écoles et un manque de transparence néfaste à l'équité entre élèves. DéFI prend donc acte de l'échec des objectifs liés à la mixité sociale et la baisse de l'échec scolaire, mais garde en tête le volet transparence. Que propose le parti? Maintenir un système de formulaire unique d'inscription, en révisant les critères d'attribution des places pour mieux tenir compte du choix péda-

gogique des parents, et en travaillant par bassins scolaires (pour tenir compte, notamment, des spécificités du terrain bruxellois).

Sur le Pacte d'excellence, DéFI veut maintenir la continuité avec les travaux lancés par la majorité PS-cdH. Le parti ne cache pas avoir soutenu les propositions sur la table. Et le parti ne suit pas du tout le MR sur le terrain de la suppression de l'allongement du tronc commun.

La réforme de la formation initiale doit, aux yeux de Joëlle Maison, devenir l'une des grandes priorités. L'allongement à 4 ans, comme prévue par le ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt, est ce que souhaite DéFI. Le parti propose comme ajustement que cette 4^e année soit basée sur le principe de l'alternance (formation théorique/immersion en classe).

Revoir le système de statut des enseignants

«Il faut aussi introduire une culture de l'évaluation, formative, récurrente, constante», dit Joëlle Maison. Et revoir le système de statut et nomination des enseignants. DéFI veut aussi retoucher au système de l'encadrement différencié, et confier le rôle de pouvoir organisateur de l'enseignement officiel non plus à la Fédération elle-même, mais à une autorité indépendante. À défaut de fusion de réseaux, jugée par tous impayable...

Les exigences de Maingain, un solide obstacle pour le MR

Olivier Maingain a mis la barre haut en termes de gouvernance pour la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NATHALIE BAMPS

Le chevalier Maingain a enfourché son destrier pour venir au secours de la Fédération. C'est aujourd'hui chose faite. DéFI a déposé auprès des autres partis francophones ses 80 propositions, menu de base pour entamer des négociations pour former une nouvelle majorité à la Fédération. Mais, à les analyser, le combat est loin d'être gagné. Notamment auprès du principal partenaire visé, le MR. Qui se retrouve face à des exigences élevées sur la gouvernance, mais aussi sur l'enseignement. Car Olivier Maingain n'est pas prêt du tout à détricoter le Pacte d'Excellence, comme le désire le MR... (lire aussi ci contre).

Olivier Maingain a même re-

haussé le ton face au parti d'Olivier Chastel, rappelant que s'il était le «Petit Poucet», ce n'était pas une raison pour qu'on lui dicte sa loi.

«Je rappelle que le Petit Poucet, c'est celui qui trouve le chemin quand tout le monde est égaré...», a-t-il ironisé en réponse à Chastel qui avait déclaré que DéFI devrait calibrer ses revendications à son poids politique.

Les exigences posées par DéFI en matière de gouvernance à la Fédération sont – sans surprise – aussi élevées. Il propose de réduire les dépenses des cabinets ministériels de 25%. Un niveau qui pourrait être facilement atteint par une autre de ses exigences: n'avoir que 5 ministres en Fédération, dont 4 doubles casquettes (2 bruxelloises, 2 wallonnes). DéFI réclame aussi la dépolitisation des recrutements dans l'administration, notamment en renforçant le rôle de l'école d'admini-

nistration publique. Il remet sur la table le plafonnement des revenus (y compris privés) des mandataires de la Fédération à 150% de l'indemnité parlementaire. Le parti amaranthe exige aussi qu'aucune des compétences exercées aujourd'hui par la Fédération ne soit transférée vers la Région, et ce jusqu'en 2029 au moins, histoire de tacler les velléités régionalistes de certains élus wallons (dont beaucoup siègent aujourd'hui au gouvernement de la Région...).

Enfin, DéFI risque aussi de gêner le MR dans ses exigences en matière de culture. Il souhaite que les associations culturelles francophones dans la périphérie puissent bénéficier de subsides de la Fédération. Ou encore que celle-ci porte assentiment, en tant qu'entité fédérée, à la Convention-cadre sur la protection des minorités nationales, texte honni par la Flandre.

N.B.